

Stanisław Śreniowski, *Uwłaszczenie chłopów w Polsce [L'octroi des terres aux paysans en Pologne]*, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, Warszawa 1956, 425 pages.

Des les premiers mots de l'avant-propos l'auteur prévient qu'il n'avait pas l'intention d'écrire une monographie ni même tracer, ne serait-ce que dans les grandes lignes, l'histoire de l'attribution des terres aux paysans; que «ce problème exige encore de larges et profondes études» (p. 7). Le livre a pris naissance à partir d'un rapport préparé pour une session scientifique consacrée à Mickiewicz en 1955, donc d'une discussion sur les principaux problèmes de la première moitié du XIX^e s. en Pologne. L'auteur a beau se retrancher derrière la déclaration

qu'il ne se proposait dans son travail que d'amorcer une discussion: le titre qu'il lui a donnée impose des obligations; c'est la première oeuvre d'une telle envergure consacrée en entier au processus de l'octroi des terres dans la Pologne partagée. Il est vrai que la plus grande importance y a été donnée au Royaume de Pologne; s'il s'agit de la Galicie et des provinces sous l'occupation prussienne l'auteur a recours aux matériaux de seconde main, tandis qu'il illustre abondamment de matériaux inédits la structure agraire de la Pologne du Congrès. Quoi qu'il en soit l'auteur a essayé de donner un aperçu général de l'état des recherches agraires dans sur toutes les provinces de la Pologne. Entreprise qui mérite notre plus grande attention.

La discussion que l'auteur voulait déclencher s'avérera d'autant plus fondée que le livre n'a rien d'une compilation. L'auteur l'a construit autour d'une thèse clairement exprimée: que la campagne polonaise n'était pas seulement l'objet de réformes d'en haut, mais qu'au contraire elle constituait une force active dans le processus des transformations antiféodales. L'attribution des terres aux paysans était l'expression d'inéluctables transformations économiques qui s'opéraient au cours et sous l'influence des luttes des paysans contre l'oppression et l'exploitation féodales. Les réformes d'en haut avaient la caractéristique d'un produit complémentaire de ces luttes (p. 8). Cependant ces réformes, entreprises sous la pression des paysans mais réalisées par des gouvernements étrangers au profit de la classe des propriétaires ne satisfaisaient pas les besoins du paysan et constituaient une nouvelle injustice.

Ces deux affirmations: l'influence des mouvements paysans sur les réformes, et le caractère antipaysan des réformes, ne sont pas étrangères à notre historiographie; depuis plusieurs années nous avons réuni d'abondants matériaux à leur appui. Le mérite de l'auteur c'est d'avoir, avec une rigoureuse conséquence, éclairci à partir de ces thèses, toutes les étapes successives du processus de l'octroi des terres. Ce n'est pas qu'une telle construction logique ait été dépourvue de dangers. L'historiographie bourgeoise affirmait que l'octroi des terres avait été l'oeuvre des gouvernements et des classes dirigeantes et qu'il avait été un bienfait pour le paysan. En combattant ces opinions erronnées on arrivait parfois à énoncer des affirmations tout opposées: que toutes les réformes avaient été obtenues grâce à la lutte des paysans et que chaque réforme apportait avec elle une aggravation de la situation des paysans; affirmations qui sont en contradiction entre elles et avec les sources.

Le livre de Śreniowski est libre d'une telle vulgarisation portée à outrance. Il souligne à maintes reprises l'intensité changeante des mouvements paysans, les flux et reflux de la vague révolutionnaire, leur répartition inégale dans les diverses régions de la Pologne. Cependant il arrive parfois que l'auteur, sans doute inconsciemment, se laisse influencer pour le choix des faits, par sa conception apriorique. L'ancienne historiographie niait l'existence de la lutte des classes dans le milieu rural; la plus récente a découvert dans les sources d'innombrables manifestations de cette lutte. C'est le grand succès des dix dernières années, Mais avons-nous démontré que dans chaque cas c'est justement la lutte des paysans qui a forcé les féodaux à entreprendre des réformes? Nous en avons été convaincus pour les années 1846—48 et 1861—64. Il est bien plus difficile d'étendre cette affirmation sur la genèse des régulations prussiennes, et encore plus sur les réformes du XVIII^{ème} siècle.

Dans le chapitre I-er du livre en question nous trouvons un tableau suggestif des mouvements paysans à l'époque du Siècle des Lumières. En lisant ces pages

(p. 18) on a l'impression que déjà à cette époque la féodalité polonaise tremble jusque dans ses fondations. Cependant les réformes réalisées au cours de ces années sont en fait très insignifiantes, elles se réduisent à des réformes de caractère local, limité et transitoire portant sur le cens. De même il est difficile de démontrer qu'elles ont été réalisées sous la pression des soulèvements des paysans. La plus grande de ces insurrections, celle de 1768, n'a pas pu forcer la noblesse à faire des concessions. Les troubles de l'époque de la Diète de Quatre Ans liés intimement à la situation politique, ne se sont pas transformés en troubles de masse. Les réformes de Joseph II — de la même époque — étaient en étroite relation avec la situation générale en Autriche et non avec le mouvement des paysans de la Galicie. Et les soulèvements de Silésie, quoique exceptionnellement opiniâtres, n'ont obtenu aucun résultat avant 1807. Peut-on affirmer que le mouvement de Gorzkowski «a embrassé la Podlasie et la Mazovie, territoires occupés par l'Autriche et la Prusse»? (p. 28). Ce mouvement est très important à cause des mots d'ordre qu'il lançait, mais combien peu nous savons jusqu'ici sur sa répercussion effective! On ignore jusqu'à présent s'il a y eu des mouvements de paysans en Posnanie avant 1823 (cf. p. 122). Et même s'il s'agit de la *Kongresówka* en 1861 consultons la carte des centres des mouvements paysans de cette époque (*Historia Polski [Histoire de Pologne]* t. II, 2-me partie, p. 650), faite d'après Grynwaser. Ce mouvement qui, sans aucun doute était un mouvement de masse, n'a pas embrassé d'une manière égale toute la *kongresówka*: il avait des points de concentration locale auprès de terrains de moindre participation. En résumé je m'inclinerais plutôt vers la thèse énoncée dans *Studia z dziejów manufaktur [Etudes sur l'histoire des manufactures]* de W. Kula, que pendant la première étape de la désintégration du régime féodal ce qu'on appelle les petites formes de résistance paysanne ont joué en somme un rôle bien plus important que les soulèvements à main armée, relativement bien plus rares, de caractère local et rapidement étouffés.

Dans le second domaine: l'appréciation des réformes d'en haut — l'auteur force également la note critique. Peut-on prouver que «les partages ont eu pour conséquence d'accroître, l'oppression et l'exploitation des paysans» également dans les régions autrichienne et prussienne? (p. 71). Posons sur l'un des plateaux de la balance l'augmentation des impôts, la conscription et le renforcement général de l'appareil d'oppression de l'Etat. Sur l'autre: la limitation du pouvoir dominal, le droit d'appel aux autorités de l'Etat, l'expulsion du paysan rendue plus difficile en Galicie, et, s'il s'agit de la région prussienne le cens rendu obligatoire dans les domaines de la couronne. Dans l'état actuel des recherches je craindrais de renfermer dans une seule phrase cette opinion catégorique: que les partages ont apporté avec eux soit une aggravation soit une amélioration du sort des campagnes. La même question se pose pour les réformes de 1807 dans le Duché de Varsovie. Qu'elles aient fait du tort aux paysans, c'est un fait indéniable. Mais il ne faut pas non plus oublier que l'abolition du servage, quoique en pratique limitée, leur a donné de nouvelles possibilités de lutte contre l'oppression de la noblesse. Malgré la loi de 1818 sur les maires de village le pouvoir dominal n'était plus dans le Royaume un appareil d'oppression aussi efficace qu'avant les partages. C'est à juste titre que l'auteur critique la réforme prussienne de régulation. En même temps cependant il cite les mots de P. Łubieński que «chaque paysan (dans le Royaume) parle d'elle, et la désire» (p. 149). Il doit en résulter que cette réforme, du moins pour certains paysans, a été avantageuse. Nous en avons d'ailleurs des preuves: l'apaisement de la Silésie, où, à une période de près

de 50 ans d'effervescence continue succède, après la réforme de régulation une période de plus de 30 ans de calme. Envisageons à son tour l'*ukaze* de 1846. Nous avons tous convenu qu'il n'a aucunement été un acte de faveur de la part du tsar, mais au contraire une nouvelle manière de tromper les paysans. Mais si vraiment il n'avait rien donné aux paysans, les propriétaires fonciers l'auraient-ils accueilli avec une telle haine? C'est à juste raison également qu'il a été démontré dans le livre que l'octroi des terres contre dédommagement des propriétaires par L'Etat (Galicie et Royaume) était aussi une manière, quoique masquée, de forcer les paysans à racheter le terre. Et cependant il fallait montrer (quoique en ce moment il serait encore difficile de faire le compte exact) qu'en Galicie et dans le Royaume le dédommagement payé à l'occasion de l'abolition de la corvée s'est avéré moindre que dans les territoires annexés par la Prusse. La masse des propriétaires ont vendu les titres de rente bien au-dessous de leur valeur nominale, par là-même, grâce à l'opération de l'octroi des terres, un nouveau partenaire est venu s'associer à ceux qui déjà exploitaient le paysan: le propriétaire des titres d'indemnisation, le banquier et le rentier, qui le plus souvent, n'habitaient même pas la Pologne. Cette circonstance méritait d'être clairement mise en relief.

Il faut donc, tout en appréciant d'une manière critique les réformes faites d'en haut, savoir montrer comment et pourquoi elles ont rempli leur rôle — celui de décharger l'atmosphère révolutionnaire, et dans quelle mesure elles satisfaisaient les paysans. L'auteur dit que les paysans astreints au cens dans le Royaume, forcés de faire des travaux n'ayant rien à voir avec la culture «délaisaient leur terre approfondissant encore par là le caractère extensif de la culture agricole» (p. 214). Mais si la condition des paysans censitaires était pire que celle des paysans soumis à la corvée (ce que contredisent les sources) comment expliquer que des centaines de communes luttèrent si âprement pour devenir censitaires?

Je passe aux détails: l'auteur développe les thèses du prof. Kula sur le maintien et la consolidation même du marché national polonais malgré les partages. En fait beaucoup de phénomènes jusque-là inaperçus semblent appuyer cette thèse. Mais tout en l'admettant on ne doit pas perdre de vue l'élément opposé: la politique des puissances occupantes (surtout la politique douanière) tendant à affaiblir ces liens. Ainsi donc ce que l'auteur souligne comme étant l'unité territoriale économique de l'ancienne République est resté lettre morte au Congrès de Vienne. Je n'oserais pas non plus interpréter ce postulat d'unité économique comme «une clause d'une alliance notoire» entre la noblesse et les occupants (p. 89). La liberté de trafic sur la Vistule (et c'est d'elle surtout qu'il s'agissait) représentait un intérêt général pour la société polonaise tout entière et non seulement pour la noblesse. De même l'appréciation donnée des rapports de la noblesse avec Napoléon ne renferme pas toute la vérité (p. 76): «les propriétaires fonciers polonais ont eu raison de penser que l'intervention de l'empereur et du tsar leur garantissait la possibilité d'exploiter la paysannerie en Ukraine, en Russie Blanche, en Lithuanie...» L'auteur ne prend-il pas en considération le fait que le réveil général des sentiments patriotiques, l'espoir de recouvrer l'indépendance ait pu également influencer une grande partie de la noblesse? La politique sociale de Napoléon lui a facilité cette décision; mais quoi qu'il en soit des centaines de jeunes nobles sont montées à cheval emportées par l'atmosphère générale, et cela déjà bien avant Tilsit et le décret de décembre.

Egalement artificielle nous semble la thèse que «conformément aux intérêts réel des féodaux polonais» la Nouvelle Galicie (après le troisième partage) «a con-

servé son inclinaison vers l'Est, embrassant également les territoires ukrainiens (p. 61). Dans ce cas «l'intérêt réel des féodaux polonais» aurait exigé l'incorporation des plus grands territoires possibles à la Russie et non pas à l'Autriche. En Russie la noblesse polonaise avait une très large autonomie, le libre flottage du blé vers la Mer Noire et des possibilités illimitées d'exploiter les paysans. Plus loin l'auteur affirme: «Le Royaume de Galicie et Lodomérie c'est la première des fictions du temps des partages ayant pour but d'assurer une politique de conciliation des classes dirigeantes polonaises avec le gouvernement d'occupation. D'après le même modèle les Polonais recevront par la suite le Duché de Varsovie, le Grand Duché de Posnanie, la République de Cracovie» (p. 162). On pourrait déduire de là que seule l'Autriche — contrairement à la Prusse et à la Russie — voulait se concilier la classe des propriétaires polonais car elle a été la seule qui ait donné le nom de «royaume» à la province occupée par elle. En fait, cette nomenclature que personne ne prenait au sérieux: de vieille et nouvelle Galicie, de Prusse telle ou autre, de tels ou tels gouvernements, était une transplantation mécanique des systèmes administratifs propres à la puissance donnée. Le problème de gagner à sa cause les classes polonaises de propriétaires était situé dans un tout autre plan et d'après les occupants n'était pas subordonné à la création de «succédanés» d'Etat polonais. Un tel succédané a été institué en 1807; il a été obtenu grâce à l'insurrection nationale et a, à son tour, influé sur les décisions du Congrès de Vienne portant sur l'organisation des territoires polonais. Les classes polonaises de propriétaires n'auraient jamais obtenu ces «fictions d'occupation» qu'ont été le Duché et le Royaume, si les occupants n'avaient pas eu à tenir compte du désir d'indépendance des masses de la nation.

Quant à la réforme censitaire dans la République de Cracovie (p. 172) l'auteur suit l'opinion généralement admise jusqu'à présent, que cet expériment a pu être réalisé grâce à une grande proportion de propriété publique dans la province de Cracovie. Ce n'est pas un argument suffisant. Dans le Royaume la classe dirigeante retardait l'octroi de la rente dans les biens nationaux à cause du «mauvais exemple» dont cette réforme aurait pu être la source pour les biens privés. Dans la province de Cracovie les grands propriétaires avaient encore de bien plus grandes raisons de s'opposer à cette réforme qui, pour eux, était d'autant plus dangereuse qu'elle embrassait un plus grand pourcentage de villages. On doit chercher l'explication de ce fait en ce que les propriétaires fonciers de Cracovie ne pouvaient pas s'opposer à la pression des paysans aussi efficacement que les propriétaires du Royaume; ils ne disposaient pas de la force armée. La «neutralité» politique de la ville libre a permis à la majeure partie des paysans de se libérer de la corvée, ce qui était facilité par une plus grande disponibilité d'argent dans cette région de banlieue. Il fallait aussi mentionner que dans bon nombre de villages la réforme de Cracovie allait de pair avec le parcellement des grandes propriétés.

Le chapitre traitant de la structure agraire du Royaume appuyé par les recherches personnelles de l'auteur, s'efforce de systématiser ce que nous savions déjà sur la différenciation des régions de cette province. Cependant l'affirmation que cette différenciation était plus accentuée dans les limites du Royaume que sous les autres occupations (p. 185) semble être une illusion. Une étude plus approfondie des relations dans ces autres provinces aurait certainement fait ressortir des différences locales non moins grandes; il suffit du reste de comparer p. ex. la région de Wadowice avec celle de Pokucie ou la Haute Silésie avec les Żuławy. La division du Royaume en quatre régions principales s'appuie sur des

données réelles, quoique l'auteur ne se soit pas efforcé de déterminer les limites de ces régions. On ne sait surtout ce qu'il comprend par la dénomination «Kieleckie»: est-ce quelque chose de plus qu'un district et moins qu'une voïevodie? De plus ce «Kieleckie» semble appartenir à la région orientale (p. 205), dans d'autres tableaux il figure conjointement avec la Podlasie (p. 195). S'il existe des raisons qui exigent qu'on unisse ces deux contrées si éloignées, il faut convenir qu'il est difficile d'appeler une telle combinaison justement «région de l'Est». Les propriétés typiques de chacune des quatre régions peuvent être constatées comme existant en quelque sorte «à l'état pur» uniquement dans certains districts (p. ex. pour l'Ouest — Włocławek, pour le Sud — Miechów, pour l'Est — Biała, pour le Nord — Mariampol). Plus nous nous éloignons des limites de la province pour nous rapprocher de son centre, moins distincts s'avèrent les signes caractéristiques, et de plus, disons-le en passant, il y a des districts de structure économique tout individuelle, comme Płock, Varsovie ou Zamość. On ne peut donc pas parler de ces régions comme si elles constituaient des territoires fermés; ce sont quatre types de régime agraire plus répandus que d'autres, mais qui ne sont pas dominants dans le territoire donné.

A la page 207 l'auteur donne un résumé détaillé d'une intéressante brochure d'un «citoyen (inconnu) de la région de Kalisz» traitant des changements qui s'étaient opérés dans la campagne polonaise au cours des années 1807—30. Quoique cette brochure peu connue ou même complètement inconnue dans la littérature de l'époque précédente renferme de nombreuses et précieuses observations, je craindrais cependant de fonder sur le seul témoignage de cette source une démonstration si détaillée des étapes successives de la réorganisation de la grande propriété. Les thèses de l'auteur de la brochure devront être confrontées avec d'autres témoignages avant d'acquiescer la certitude si les conditions des Kujawy qui y sont décrites étaient les mêmes dans d'autres régions.

Le chapitre consacré à la situation révolutionnaire des années 1844—8 est un premier essai monographique tendant à présenter ces événements dans l'échelle des trois occupations, à commencer par la conspiration de Ściegienny jusqu'à l'échec du Printemps des Peuples. Cette manière de présenter les mouvements paysans acquiert une bien plus grande expression que quand on les traite en tant qu'événements détachés et locaux. J'hésiterais à approuver cette phrase où l'auteur affirme que le «soulèvement de Cracovie et le manifeste portant sur l'octroi des terres n'éveillait pas chez les paysans de la *Kongresówka* de réactions révolutionnaires et ne les portait pas à agir pour le compte de l'administration tsariste» (p. 287). Les nouvelles de Cracovie pénétraient dans la campagne du Royaume en même temps que les nouvelles du soulèvement des paysans de Tarnów, et ces dernières éveillaient dans certaines régions des désirs non équivoques de se tourner contre les grands propriétaires. La mention de l'attaque des révoltés contre la ville de Siedlce en 1846 (p. 288) semble se rapporter au coup de main manqué de Pantaléon Potocki. A propos de l'insurrection de Cracovie et du soulèvement des paysans de Tarnów: l'auteur a raison de dire que ces deux mouvements «n'ont pas su trouver de liens communs d'organisation et malgré une unité réelle de programme révolutionnaire ils se sont trouvés au point vue tactique dressés l'un contre l'autre» (p. 295). Il serait cependant juste d'ajouter que ces deux mouvements exerçaient mutuellement une grande influence l'un sur l'autre. Le programme social de l'insurrection de Cracovie se radicalisait sous l'influence des nouvelles de Tarnów et inversement, dans le soulèvement de Tarnów, sous l'influence de la propagande cracovienne se manifestaient des accents dirigés contre les occupants. Puisque

l'auteur consacre tant de place aux projets révolutionnaires de l'octroi des terres il serait utile de remarquer que, d'après la version d'Alcjato, le texte premier (qui a été détruit) du Manifeste de Cracovie renfermait la prescription de rendre aux paysans les terres sur lesquelles les grands propriétaires avaient fait main basse « depuis la date de la dernière révolution » c'est-à-dire depuis 1831. Ce serait l'unique exemple d'une revendication de cette sorte dans tout le programme de la gauche polonaise.

Quant à ce qui concerne le projet d'après lequel les propriétaires fonciers de la région de Cracovie devaient en 1848 « remettre » la corvée, l'auteur croit que ce n'était pas pour eux « un sacrifice trop difficile ni comportant des risques » (p. 326), car même après cette rémission les propriétaires pouvaient avoir à leur disposition « une main-d'oeuvre à bon marché et sans défense » grâce aux redevances. Le fait est que l'abolition de la corvée dans les conditions de 1848 maintenait en vigueur les servitudes, et par là-même limitait la possibilité d'exiger des paysans des redevances sous forme de besognes. Si l'abolition de la corvée avait été si facile pour la noblesse galicienne on pourrait supposer que, pour des raisons politiques, un bien plus grand nombre aurait dû se décider à la réaliser.

Le chapitre sur la « contre-révolution » des années 50 renferme beaucoup de matériaux précieux sur les changements opérés dans les conditions de la campagne à la veille de l'octroi des terres. Tout en étant d'accord sur l'argumentation concernant les nouvelles formes d'exploitation du paysan s'ajoutant aux anciennes, je ferais cependant remarquer que la possibilité croissante dans bon nombre de régions, de trouver des gains supplémentaires (le charriage, les fabriques, la construction des routes et chemins de fer) constituait une concurrence pour le propriétaire et dans un certain sens renforçait la position du paysan vis-à-vis de celui-ci.

Je ne puis souscrire à la thèse que l'état de siège proclamé dans le Royaume le 14 octobre 1861 a eu pour cause le refus des paysans de payer le cens (p. 389). Nous connaissons bien la correspondance d'Alexandre II avec Lambert qui témoigne que l'état de siège visait les manifestations patriotiques. Les autorités militaires refusaient d'appliquer aux manifestations paysannes les prescriptions sur l'état de guerre, et l'opinion des propriétaires fonciers protestait ouvertement contre l'état de guerre justement à cause du manque de sécurité à la campagne. Les grands propriétaires fonciers ont vu leurs terres à feu confisquées, et les commandants militaires étaient en général moins enclins à pacifier les paysans que les autorités civiles. A la page 392 l'auteur affirme que l'état de guerre assurait la survivance de la corvée encore en 1863. Il me semble que, jusqu'à la fin de l'insurrection les armées tsaristes du Royaume avaient de bien plus grands soucis que d'obliger les paysans à la corvée qui, soit dit en passant, était déjà presque partout remplacée par le cens.

Comparant le programme social de l'insurrection de janvier avec les idées révolutionnaires des démocrates des années 40 l'auteur constate qu'« une importante régression idéologique s'était produite en Pologne après le Printemps des Peuples » (p. 396). La remarque est juste à condition que nous ne comparions pas le Manifeste du 22 janvier p. ex. avec les conceptions de Dembowski. Ce ne sont pas là des valeurs tout à fait commensurables. L'extrême gauche polonaise de l'an 1846 s'engageait très loin dans ses programmes, mais n'a jamais été qu'une poignée et n'a pas pu faire accepter ses plans. Le Comité Central était partisan, dans la question paysanne, d'un compromis, mais il l'a fait accepter par toute la nation. Il est donc également juste de comparer, à ces deux époques, les conceptions des

démocrates révolutionnaires, comme p. ex. Dembowski et Kalinowski, et les programmes jouissant de l'appui de l'opinion publique, comme le Manifeste de Poitiers et le programme du Comité Central. Considérée sur ce plan, la regression idéologique rentrera dans ses justes limites.

Encore quelques détails.

Je doute si la régulation du XVIII^e siècle était liée aussi bien par son programme que dans sa pratique avec la politique de l'industrialisation accélérée des propriétés foncières (p. 60). Une lecture récente de *Studia z dziejów manufaktur* [Etudes sur l'histoire des manufactures] de Kula me convainc que les manufactures d'alors existaient longtemps parallèlement à la corvée et qu'elles ne pouvaient se passer d'elle. Affirmer que les occupants en 1815 maintenaient l'état de démembrement de la Pologne parce que celle-ci devenait alors «un foyer de révolution dangereux pour la réaction» (p. 88) est également une exagération. Contrairement à la situation des années 1792—5 personne n'avancait contre la Pologne l'argument de jacobinisme au Congrès de Vienne. C'était la période d'un reflux de la vague révolutionnaire aussi bien chez nous qu'en Europe; les appétits territoriaux suffirent entièrement pour expliquer la politique des occupants. Est-ce que, à la fin du XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e, les paysans pauvres et sans terre émigraient de la Grande Pologne en Silésie et en Poméranie? (p. 99). Il semble que la migration s'opérait en sens inverse. Il est difficile de parler d'un «front commun des grands propriétaires fonciers et des paysans riches contre le prolétariat paysan» (p. 141) en Posnanie avant la première moitié du XIX^e s. Nous ne l'apercevons pas même pendant l'insurrection de 1848. L'auberge seigneuriale (p. 153) n'est pas pour le moins un phénomène propre à la Petite Pologne. On peut aussi se demander comment l'auteur a pu formuler cette affirmation se rapportant à la Galicie: «le nombre des paysans sans terre constituait ici un pourcentage extrêmement grand de la totalité de la population» (p. 168). Ce pourcentage serait-il plus élevé que dans les autres provinces?

J'ai aussi des doutes si aux environs de 1850 l'industrie du Royaume se développait «avec un dynamisme vraiment inouï» (p. 183). Il ne semble pas (dans la lumière des recherches les plus récentes) qu'on puisse de cette manière apprécier le développement de l'industrie lourde.

Par endroits l'auteur se répète, p.ex. à propos de l'hymne *Jeszcze Polska nie zginęła* (p. 30 et 75), du «servage atténué» (p. 73 et 157), l'opinion de Wodzicki sur les louages (p. 82 et 174), les mentions des foires dans les calendriers (p. 90 et 201). On doit approuver le choix des illustrations pour la plupart peu connues, parfois dignes d'intérêt.

Le livre soulève dans les détails beaucoup d'objections, dans son ensemble il a une tendance à exagérer des thèses en général justes. Personne ne discutera son grand mérite d'avoir soulevé d'une manière sérieuse et dans sa complexité l'un des problèmes-clief de l'histoire contemporaine de la Pologne. Le but posé dans l'avant-propos: provoquer une discussion sur le problème de l'octroi des terres — a été certainement atteint.

Stefan Kieniewicz